

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES FINANCES

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE

ROUEN, le 09/02/95

- ARRÊTÉ -

Affaire suivie par Mme GIEL

Réf. : FG/CBE
35.03.53.95

Rappeler impérativement les références ci-dessus

REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT

SANDOUVILLE

CENTRALE DE PRODUCTION ELECTRIQUE

LE PREFET,

DE LA REGION DE HAUTE-NORMANDIE

PREFET DE LA SEINE-MARITIME

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU :

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

La loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée,

Les différents arrêtés préfectoraux et récépissés autorisant et réglementant les activités exercées par la Régie Nationale des Usines RENAULT à SANDOUVILLE,

La demande en date du 20 mai 1994, par laquelle la Régie Nationale des Usines RENAULT, dont le siège social est à BOULOGNE BILLANCOURT (92109), a sollicité l'autorisation d'exploiter une centrale de production d'électricité dans l'enceinte de son usine de SANDOUVILLE.

Les plans et autres documents joints à cette demande,

L'arrêté préfectoral du 5 septembre 1994, annonçant l'ouverture d'une enquête publique d'un mois du 10 octobre 1994 au 10 novembre 1994 inclus, sur le projet susvisé, désignant M. Jean FEUILLET comme commissaire enquêteur et prescrivant l'affichage dudit arrêté aux lieux habituels d'affichage des actes administratifs de la ville de SANDOUVILLE ainsi que dans le voisinage des installations projetées, et dans les communes situées dans le rayon d'affichage fixé par la nomenclature des installations classées,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

Les certificats des maires des communes concernées constatant que cette publicité a été effectuée,

Le procès-verbal de l'enquête,

L'avis du commissaire enquêteur,

L'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

L'avis du directeur départemental de l'équipement,

L'avis du chef du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,

L'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'avis du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

L'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours,

L'avis du directeur régional de l'environnement,

Les délibérations des conseils municipaux des communes concernées,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 décembre 1994,

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 10 janvier 1995,

Les notifications faites au demandeur les 29 décembre 1994 et **20 JAN. 1995**

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : La Régie Nationale des Usines RENAULT, dont le siège social est à BOULOGNE BILLANCOURT, est autorisée à exploiter une centrale de production d'électricité dans l'enceinte de son usine de SANDOUVILLE.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation ci-annexées.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ne préjudicie en rien aux dispositions du code de l'urbanisme. Dans l'hypothèse où un permis de construire est nécessaire, son instruction doit faire l'objet d'une demande distincte.

ARTICLE 5 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 6 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 7 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1. du décret précité du 21 septembre 1977 modifié et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 8 : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de SANDOUVILLE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SANDOUVILLE.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Pour ampliation
l'Adjoint au Chef du Service


Odile LABITTE

ROUEN, le 9 FEV. 1995

LE PREFET
Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,

Bruno RAIFAUD

Régie Nationale des Usines RENAULT

à Sandouville

PRESCRIPTIONS ANNEXEES

A L'ARRETE PREFECTORAL EN DATE DU

9 FEV. 1995

1er

L'autorisation d'exploiter vise les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Bâtiments	Activités	Numéro de la nomenclature	Régime (*)	Volume des activités
Centrale de production d'électricité	10 moteurs thermiques	153 bis A 1	A	39 MW
	Dépôt de liquides inflammables de 2e catégorie	253 C 1430	D	310 m ³

(*) A : Autorisation - D : Déclaration

2 - Prévention de la pollution des eaux

"le système de traitement des eaux vannes sera conforme à l'arrêté du 3 Mars 1982".

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : 9 FEV. 1995

ROUEN, le :

LE PREFET

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,

Bruno RAIFAUD

3 - Prévention de la pollution atmosphérique

La centrale électrique ne fonctionnera que lors des journées "Effacement Jour de Pointe" d'Electricité de France soit 22 jours par an de 7 heures le matin jusqu'à 1 heure le lendemain pour un total de 396 heures par an.

Les gaz d'échappement produits par la centrale auront les caractéristiques maximales suivantes :

Polluants	Emissions maximales	
	mg/Nm ³ à 5 % O ₂	kg/h toute la centrale
NOx	1 650	74,40
CO	400	20,40
HC	140	5,90
Poussières	95	4,90
SO ₂	245	20

Les gaz d'échappement seront évacués par un émissaire unique constitué d'une cheminée de 20 mètres de hauteur et 1,20 m de diamètre.

La vitesse d'éjection des gaz à la sortie de la cheminée sera au minimum de 50,8 m/s.

4 - Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Le dépôt de liquides inflammables de la centrale E.J.P. disposera au minimum de 2 extincteurs homologués, d'un poste d'eau assurant un débit de 15 litres/mm et de sable en quantité suffisante.

La centrale sera dotée à proximité d'une sortie d'un interrupteur général bien signalé permettant de couper le courant dès la cessation du travail.

L'éclairage de sécurité sera conforme aux dispositions de l'arrêté du 10 Novembre 1976 modifié et de la circulaire du 27 Juin 1977.

Les extincteurs seront implantés à raison d'un par 200 m² avec un minimum d'un appareil par niveau.